

Ukraine et flux agricoles :

Urgence internationale & insécurité alimentaire mondiale

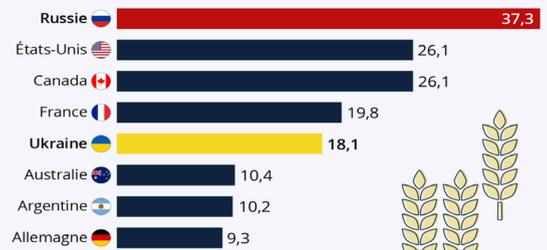
L'Ukraine étant l'un des greniers du monde, d'aucuns s'inquiètent déjà de ce qu'ils mangeront au printemps, à l'automne et surtout, l'an prochain.

Déjà, les exportations de blé, tournesol, seigle, orge, sarrasin et millet, dont l'Ukraine et la Russie sont les pourvoyeurs majoritaires ont été interdites jusqu'à la fin de l'année. L'augmentation du prix du gaz... bientôt aussi, celui des œufs, des poulets, du pain ?

Quels impacts déjà observables et à venir pour ces pays et le reste du monde ?

La crise en Ukraine impacte durement le marché du blé

Principaux exportateurs de blé dans le monde en 2020, en millions de tonnes *



* Code SH 1001 : Froment (blé) et méteil.
Source : UN Comtrade Database



Principaux exportateurs de blé en 2020 - Statista - DR

Le fameux grenier de l'Europe

En quelques chiffres, voici dans quelle mesure le monde dépend de la production céréalière ukrainienne et russe.

- D'après le PAM¹, la Russie et l'Ukraine représentent près de 15 % de la production et 30 % des exportations mondiales de blé, céréale la plus échangée dans le monde et aliment de base pour 35 % de la population mondiale.
- En temps de paix, l'Ukraine est responsable de la production de 13 % du maïs mondial exporté². La difficulté d'approvisionnement en cette céréale va être d'autant plus tendue que des sécheresses ont affecté les grosses productions du Brésil et de l'Argentine.
- La Russie et l'Ukraine sont responsables de 19 % de l'offre d'orge.
- L'Ukraine est le premier exportateur d'huile de tournesol (responsable de 45 % des exportations). Cette huile est utilisée principalement en Inde et en Europe pour l'alimentation et les tourteaux pour l'alimentation du bétail. En pratique, nous voyons déjà dans les

rayons que cette huile manque, ou qu'elle est rationnée, suite à la ruée des consommateurs en peur de manquer.

Avec ces quelques chiffres en main, on comprend qu'un déséquilibre dans cette production peut avoir de lourdes conséquences. Tous les flux sont déjà perturbés, quand bien même le blé semé l'hiver dernier est en champs, mais sera-t-il récolté ? Les silos sont pleins mais inaccessibles : amère ironie de la stupidité humaine.

Guerre et changement d'équilibre

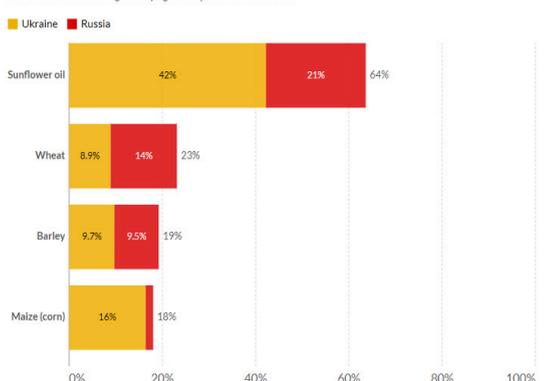
L'une des conséquences principales de ce conflit pour les Ukrainiens est que la population des zones attaquées est terrée, tente de se mettre à l'abri ou fuit. Les hommes partent se battre et le reste de la population ne peut plus travailler, ou est déplacé : plus de main d'œuvre pour travailler en agriculture, plus de matériel ou d'énergie pour cultiver et récolter.

Les exportations sont interdites, cela pour assurer un certain approvisionnement pour le pays. Ceux qui achetaient ces céréales se retrouvent donc en difficulté. Ainsi, un événement relativement local (cela ne veut pas dire qu'il n'est pas important) se répercute sur la planète.

Au-delà d'une impossibilité d'assurer la production, ou du moins de la garder, d'autres problématiques sont à prendre en considération. Par exemple, les ports de la mer Noire ont été fermés, empêchant toute exportation. Certains détroits sont encore ouverts, mais l'augmentation des primes d'assurance, si tant est qu'il y ait des assurances dans la mer Noire, se répercute directement sur le coût final. Une difficulté d'approvisionnement alimentaire qui touche et touchera particulièrement certains pays.

Global food exports: how much comes from Ukraine & Russia?, 2019

This is shown for the largest crops grown by Ukraine and Russia.



Source: Calculated by Our World in Data based on the Food and Agriculture Organization of the United Nations OurWorldInData.org/agricultural-production • CC BY

Exportations de céréales par l'Ukraine et la Russie. Source : Our World in Data, 2022 - DR

¹Programme alimentaire mondial, organisme d'aide alimentaire de l'ONU et de la FAO, mars 2022

²D'après l'Observatory of Economic Complexity, 2022

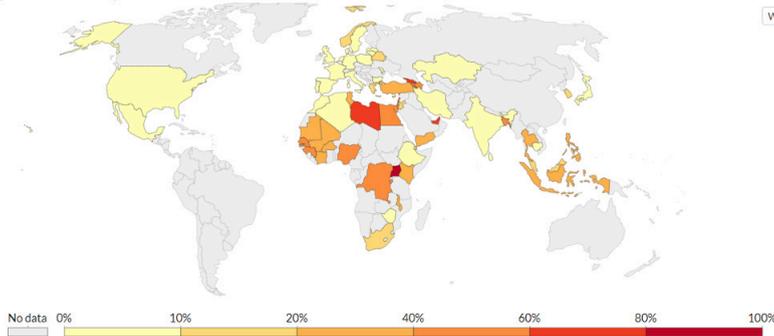
CONSULTATION NUTRITION

Quels pays sont les plus touchés ?

Wheat imports from Ukraine and Russia as a share of domestic wheat supply, 2019

Domestic supply measures food availability after trade. A country's domestic supply can be smaller than its imports if it puts some imports into stocks/reserves for later years, or exports some of this crop on to other countries.

Our World in Data



Source: Calculated by Our World in Data based on the Food and Agriculture Organization of the United Nations
Note: Imports as a share of domestic supply can exceed 100% if countries keep imports as stocks for following calendar years.

CC BY

Importations de blé provenant d'Ukraine et de Russie en 2019. Source : Our World in Data - DR

Les exportations de Russie et d'Ukraine étaient principalement dirigées vers l'Afrique du Nord, et le Proche-Orient. L'Égypte, l'Algérie, la Turquie, le Bangladesh et l'Iran sont blé-dépendants : ils achètent plus de 60 % de leur blé à l'Ukraine et la Russie, sachant que le pain apporte la majeure partie de l'énergie alimentaire quotidienne. Sans pain, c'est la faim. D'autres pays reposent sur les importations depuis ces pays comme le Liban, la Tunisie, le Yémen, la Libye et le Pakistan. Parmi les 26 pays les plus dépendants des blés russes et ukrainiens (plus de 55 % de leurs approvisionnements), quinze sont situés en Afrique et regrouperaient près de 40 % de la population africaine³. De son côté, l'UE achète des céréales pour nourrir les animaux et notamment du maïs, et importe un quart de ses engrais azotés de Russie.

La France, elle, est exportatrice de blé, mais importatrice de tournesol, maïs et autres aliments pour l'élevage. Il y a donc un risque pour les œufs et les volailles consommées de plus en plus VS les viandes rouges.

Note : en France, la demande en aliments pour la nutrition animale devrait diminuer en 2022 en raison du contexte d'influenza aviaire, à raison de 50 000 tonnes de blé et autant de maïs qui viendraient se soustraire des besoins des fabricants d'aliments pour le bétail⁴.

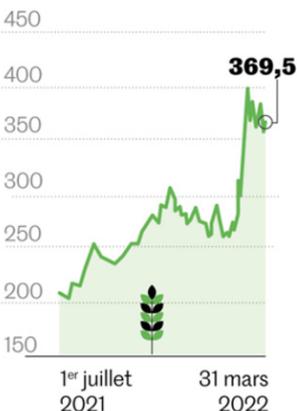
Aujourd'hui, nous nous reposons sur les stocks mondiaux des récoltes, notamment de 2021, mais la question est aussi de savoir comment va se passer la campagne 2022, car elle aura un impact nettement plus fort. De plus, les difficultés d'approvisionnements sont associées à une crise des prix sans précédent.

Des prix qui s'envolent

Avec l'interruption des exportations, les cours du blé, du maïs et des oléagineux se sont envolés. Mais cela avait débuté même avant la guerre. Dès 2020 et en lien avec l'épidémie de covid, les prix des denrées alimentaires ont augmenté. Par exemple, en

Conséquence inéluctable de la guerre et accrue par l'hyperinflation : la hausse du coût des matières premières⁵.

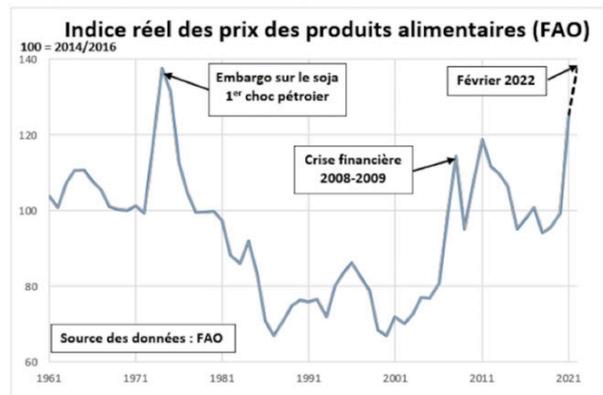
Cours du blé, en euros la tonne



Infographie Le Monde.

Source : Agritel, Insee, Boursorama, Trading Economics, Ministère de l'écologie - DR

2021, les prix de l'orge et du blé ont augmenté de 31 %, même de 60 % pour les huiles de colza et de tournesol. Ainsi, depuis 60 ans, l'accès aux denrées alimentaires de base n'a jamais été aussi coûteux en termes réels. C'est ce que montre l'évolution de l'indice réel des prix des produits alimentaires calculé par la FAO.



Indice réel des prix des produits alimentaires. Source : FAO, 2021

D'après la dernière étude de NielsenIQ, 81 % des catégories alimentaires sont inflationnistes contre 68 % au mois de février, avec une hausse des prix de 1,26 % sur l'ensemble des produits alimentaires en mars. Dans le top 3 des catégories dont le prix a augmenté, des aliments courants tels que les pâtes, les légumes secs ou les viandes de volailles surgelées.

³Invasion de l'Ukraine par la Russie, conséquences sur l'approvisionnement de l'Afrique en blé, Police Center for the New South, 2022.

⁴FranceAgrilMer, Avril 2022, Baisse attendue de la consommation de blé et de maïs par la nutrition animale pour 2021/2022.

⁵Conflit en Ukraine : 81% des catégories alimentaires sont inflationnistes / Vie des IAA - Process Alimentaire

CONSULTATION NUTRITION

En parallèle : la loi du marché avec des prix qui peuvent augmenter, ou diminuer, de manière drastique en quelques heures, voire minutes, le tout reposant sur de nombreuses spéculations, prenant bien peu en compte les conséquences de ces variations pour les agriculteurs...

Ces réflexions stratégiques ne doivent pas empirer l'escalade de l'inflation déjà en cours, même si cela semble compliqué. Par conséquent, les marchés disposant de plus de stocks risquent encore d'accroître ce processus en bloquant leurs exportations. Si nous voulons un système stable pour l'avenir, il est plus que jamais temps de revoir cette organisation...

Quand la Chine fait le marché

La hausse mondiale des prix peut être associée aux agissements de la Chine. L'année dernière, l'Ukraine lui fournissait déjà 29 % de ses besoins en blé et 26 % en boulgour, cette demande élevée contribuant déjà à faire monter les prix.

Mais ce n'est pas tout, la Chine accumule et accroît ses achats dans tous les secteurs. En milieu de cette année, elle sera ainsi détentrice de 69 % des réserves mondiales de maïs, 60 % de celles de riz et 51 % de blé. Cela pour 18 % de la population. De quoi avoir peur du futur avec cette accumulation massive.

Ces énormes achats ont fait augmenter les prix globaux, qui se répercutent notamment sur ceux qui n'ont pas les mêmes moyens.

Source : *The economic*, Avril 2022, *When China worries about food, the world pays*.

Côté budget, les répercussions ne seront pas les mêmes pour tout le monde. Alors qu'en France, l'alimentation représente 11 % des dépenses des ménages (soit deux fois plus que les achats d'énergie), dans les pays en développement, elle occupe la place principale (40 % du budget en Afrique subsaharienne par exemple).

Certes, nous sommes en partie dépendants de la production agricole, mais le problème central pour plusieurs pays européens dont la France est à un autre niveau.

Qui dit dépendance énergétique dit dépendance du secteur alimentaire

Actuellement, la production alimentaire est complètement dépendante des énergies fossiles et des importations.

Dépendance via la fourniture d'intrants

Bien que des sanctions aient été prises contre la Russie, nous ne sommes pas allés au bout des choses, en justifiant notre dépendance au pétrole russe et à leurs intrants. La Russie est ainsi le plus gros exportateur mondial de fertilisants chimiques, et plus précisément d'engrais azotés. En une semaine, le prix d'une tonne est passé de 650 livres à 1 000 livres, de quoi rendre impossible l'achat à de nombreux agriculteurs. On comprend bien la nécessité de changer de modèle et de saisir l'opportunité pour nous tourner vers des fertilisants biologiques et une énergie locale et propre.

Soulignons que le gaz est nécessaire à la fabrication des engrais azotés impactant par là-même, leur prix. Les cultures nécessitent du gaz dont environ 40 % provient de Russie⁶.

La FAO estime que la guerre qui sévit actuellement pourrait être responsable de 7 à 13 millions de personnes en sous-nutrition dans le monde, alors qu'environ 810 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde début 2022. Les pays les plus pauvres, souvent dépendants de l'importation de céréales et d'énergie seront les plus touchés.

Quelles réactions ?

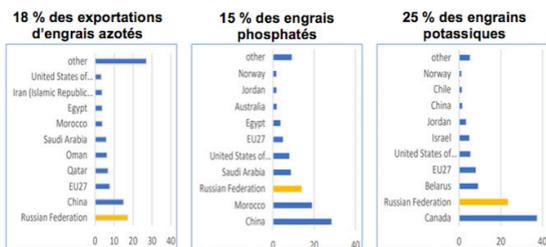
En France, dès le début du conflit⁷, la FNSEA appelait l'UE à faire de la souveraineté alimentaire une priorité absolue. En effet, ce n'est pas l'alimentation directement qui serait touchée, mais plutôt la production via la dépendance à certaines ressources essentielles. Afin d'augmenter les capacités de production, les surfaces en jachère peuvent désormais être mobilisées (soit 1 % de la surface agricole utilisée). Il est toutefois difficile, au pied levé, de mettre en culture des hectares de terre. De plus, ces surfaces ne permettront pas une augmentation significative de la production, car ce sont rarement de grandes surfaces, plutôt des bordures et souvent peu fertiles.

D'autres, comme la Confédération paysanne appelle à rester dans la dynamique « Farm to Fork » et ne pas sombrer dans une stratégie productiviste qui ne ferait que renforcer sur le long terme, la difficulté à faire preuve de résilience face aux aléas climatiques.

Point info. Et la transparence ?

La pénurie d'huile de tournesol notamment pousse à évoquer des alternatives. Parmi elles, des dérogations pour que les industriels puissent remplacer l'huile de tournesol par de l'huile de palme ou de soja... sans avoir à modifier l'étiquetage.

La position stratégique de la Russie sur le marché des engrais



Source : FAO, Information Note, 25 March 2022

⁶<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/la-guerre-en-ukraine-nous-impose-de-developper-notre-souverainete-economique-et-alimentaire-20220318> La Russie est responsable de 10 % des exportations de gaz (et 18 % de celles charbon, 11 % de celles pétrole)

⁷<https://www.actu-environnement.com/ae/news/souverainete-alimentaire-guerre-ukraine-consequences-39248.php4>

CONSULTATION NUTRITION

En ce qui concerne la sécurité alimentaire mondiale, les répercussions devraient être particulièrement visibles d'ici un an à un an et demi, notamment dans les pays les plus dépendants. Dans les pays d'Afrique, entre la crise de l'approvisionnement et l'envolée des prix alimentaires et énergétiques, le conflit ne fait que renforcer l'insécurité alimentaire qui devient de plus en plus préoccupante. Cela est d'autant plus vrai dans les pays où cette insécurité est déjà présente, comme en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. La guerre qui sévit pourrait ainsi faire 38 millions de victimes collatérales dans ces régions⁸.

Il faut aussi mentionner que, en dehors de l'urgence humanitaire, « la faim n'est pas une question de production, mais de répartition » d'autant plus qu'un tiers des productions mondiales sont gaspillées.

Quel futur ?

La FAO a émis plusieurs recommandations en matière de politiques. L'objectif est de maintenir le commerce mondial ouvert, pour favoriser les échanges de biens et éviter que les populations vulnérables ne soient les principales victimes. Elle appelle les gouvernements à agir avec transparence et ne pas se replier sur eux-mêmes.

Cela peut d'ailleurs être mis en parallèle avec les conclusions du GIEC qui souligne que des solutions intégrées et multisectorielles, s'attaquant aux inégalités sociales augmentent l'efficacité de l'adaptation de nos sociétés au changement climatique. Ainsi, plutôt que de se renfermer et créer d'autres tensions, mieux vaut collaborer.

Il faut appliquer dès maintenant ces recommandations, car cet événement et les conséquences alimentaires qu'il a, ne sont malheureusement que les prémices de ce à quoi on peut s'attendre, notamment face au réchauffement climatique.

Si on s'intéresse d'ailleurs à ce que disent les trois derniers rapports du GIEC, le changement climatique est plus rapide que prévu :

Nous observons déjà les effets du changement climatique sur l'alimentation via l'augmentation des pénuries d'eau et les difficultés de production agricole dans certaines régions du

monde, et cela devrait s'étendre. Les populations sont déjà touchées, et cela ne va aller qu'en augmentant. Le GIEC estime en effet que 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent actuellement dans des contextes très vulnérables au changement climatique. D'après le Woodwell Climate Research Centre, d'ici 2030, les mauvaises récoltes seront 4,5 fois plus fréquentes qu'à l'heure actuelle. Certaines cultures seront particulièrement touchées, comme le soja ou le maïs. En Inde, 97 % des cultures sont situées sur des surfaces en état majeur de stress hydrique, déjà aujourd'hui. Les terribles canicules qui ont lieu actuellement en Inde et au Pakistan, en sont une illustration.

Pour limiter la hausse des températures à 1,5°C en moyenne à la fin du siècle, les émissions mondiales de carbone doivent être réduites de moitié d'ici 2030 par rapport aux niveaux actuels⁹. En matière d'agriculture, de nombreuses solutions existent déjà pour s'adapter au réchauffement climatique et effectuer une transition vertueuse. Mais il faut agir maintenant. Le GIEC soulignait d'ailleurs dans son second rapport un « manque de volonté politique » alors que la COP 26 s'était engagée à doubler le budget pour lutter contre le réchauffement. Il soulignait qu'un développement résilient est encore possible en consacrant des moyens pour financer notamment la gestion de l'eau et de l'irrigation, l'adaptation des cultures aux conditions climatiques notamment via l'agroécologie.

En parallèle, avec la disparition de terres arables dédiées à l'agriculture en raison de ce réchauffement climatique, la pression et la demande sur les surfaces qui sont plus adaptées va croître. La crise environnementale peut même, et probablement, pardonner le pessimisme, créer des conflits autour de ces surfaces. Qui aura le droit (l'argent ?) de subvenir à ses besoins primaires ? Il est plus que jamais temps de réagir, de favoriser le déploiement des solutions existantes, faute d'aller droit dans le mur.

Alors appuyons-nous sur la nature, la science et l'intelligence collective pour revenir à des bases solides et pérennes pour les générations futures !

Sources :

Richard Cope, Mintel, The Future of Food Production: Learning from nature to become less dependent on oil and imports, March 2022

Eric Albert, Le Monde, Les matières premières, « dernier bastion du capitalisme sauvage », mars 2022

M. Qu Dongyu, Directeur général de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, FAO, Sécurité alimentaire mondiale : les nouveaux scénarios qui découlent du conflit russo-ukrainien, mars 2022

The Conversation, Les impacts de la guerre en Ukraine sur les marchés agricoles et la sécurité alimentaire, mars 2022 <https://theconversation.com/les-impacts-de-la-guerre-en-ukraine-sur-les-marches-agricoles-et-la-securite-alimentaire-178628>

⁸The Conversation, avril 2022, Envol des prix, insécurité alimentaires... les lourdes conséquences pour l'Afrique de la guerre en Ukraine.

⁹Troisième rapport, largement sous-médiatisé, que nous vous invitons à lire, au moins le résumé : <https://bonpote.com/nouveau-rapport-du-giec-agir-coutera-moins-cher-que-le-business-as-usual/>

DEPARTEMENT NUTRITION NUTRIMARKETING

Rédacteur en chef : Béatrice de Reynal  Rédactrice : Camille Berrocal

Conception graphique : Douchane Momcilovic  Mise en page : Alix de Reynal

contact@nutrimarketing.eu  www.nutrimarketing.eu  T : 01 47 63 06 37

Crédit photographique : AFP - Agritel - Boursorama - FAO - Insee - Ministère de l'écologie

NutriMarketing - Our World In Data - Statista - Trading Economics - DR

Média d'information pour les professionnels de santé - N°126 - Mai 2022

Tous droits réservés NutriMarketing - RCS Paris 412 053 621